

LE BULLETIN DE L'UNCA

	TAUX DE RENDEMENT
Livret A (plafonnée à 76 500 € / Carpa)	0,75 %
Compte sur livret / livret association Banque populaire	entre 0,10 et 0,45 %
Compte sur livret / livret association Caisses d'épargne	0,30 %
Compte sur livret / livret association CIC	0,40 %
Compte sur livret / livret association Crédit du Nord	0,60 %
Compte sur livret / livret association Société générale	entre 0,10 et 0,50 %
<small>Sources : Reuters, les Echos, diverses banques françaises – Données non contractuelles au 8 mars 2019 Il s'agit de taux minimum. Ils peuvent être supérieurs suivant les montants placés.</small>	
Moyenne taux CDN ou CAT 3 mois*	0,22 %
Moyenne taux CDN ou CAT 6mois*	0,10 %
Moyenne taux CDN ou CAT 1 an*	0,11 %
Moyenne taux CDN ou CAT 2 ans*	0,12 %
Moyenne taux CDN ou CAT 3 ans*	0,21 %
Rendement garanti pour les nouveaux contrats de capitalisation **	entre 0 et 0,50 %
<small>*Moyenne basée sur les taux des banques CIC, Natixis-Banque populaire, Société générale, Crédit du Nord **Contrats proposés par des compagnies d'assurances respectant les règles de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), contrats en euros</small>	

Taux de référence au 7 mars 2019

Euribor	1 mois	- 0,368 %
Euribor	2 mois	-
Euribor	3 mois	- 0,308 %
Euribor	6 mois	- 0,232 %
Euribor	1 an	-
Eonia		- 0,368 %
Emprunt d'Etat à 10 ans		0,513 %

1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Les discussions se sont intensifiées entre les présidents des deux premières puissances mondiales et un arrangement commercial semble être en bonne voie.

En ce sens, le président Donald Trump s'est félicité des négociations « très productives » et a annoncé différer la nouvelle hausse des tarifs douaniers initialement prévue au 1^{er} mars.

Les deux nations sont prêtes à faire des concessions, mais des obstacles subsistent. Il n'est toutefois pas exclu qu'un accord soit annoncé d'ici la fin de ce mois de mars.

Sur le plan international, l'activité économique mondiale a continué de se détériorer en février, mais il est possible que le cycle de révision à la baisse touche à sa fin. Les perturbations politiques sur l'activité économique devraient s'atténuer suite à l'avancée des négociations.

La reprise en V des marchés financiers en ce début d'année a cependant, en quelque sorte, déjà préempté ces bonnes nouvelles. En ce qui concerne la croissance économique, elle reste robuste aux États-Unis mais ralentit au fur et à mesure que l'effet de souffle des baisses d'impôts se dissipe.

Pour la zone euro, elle a été nettement revue à la baisse par la Banque centrale européenne (BCE) et passe à 1,1 % pour l'année 2019 contre les 1,7 % estimés en décembre dernier.

La Chine, quant à elle, a enregistré en 2018 sa croissance la plus faible depuis 1990, à 6,6 % et celle-ci devrait se tasser à 6 % pour ce premier trimestre.

Autre sujet majeur de cette année, le Brexit.

Après avoir subi un véritable affront avec le rejet au Parlement britannique de l'accord signé avec Bruxelles le 15 janvier, Theresa May a repris les négociations avec les différents partis.

C'est au sujet du filet de sécurité irlandais « backstop » que le bât blesse. Ce dispositif prévoit de maintenir le Royaume-Uni dans l'Union douanière avec l'Union européenne si aucune solution n'est trouvée pour empêcher le rétablissement d'une frontière « dure » entre l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud. Aujourd'hui, le scénario le plus probable est celui d'un report de la date du Brexit au vu de la complexité du sujet et de la difficulté des négociations.

Au niveau des Banques centrales, la Réserve fédérale américaine a confirmé sa volte-face accommodante de janvier et élimine toute prévision de hausse de taux supplémentaire. Le programme de réduction de son bilan ne devrait pas tarder à prendre fin.

La Banque centrale européenne, tenant compte d'une croissance économique faible pour la zone euro, a officiellement reconnu que les discussions autour des « TLTRO » (refinancements long terme auprès de banques ciblées) avaient repris. Elle a annoncé le 7 mars que de nouveaux TLTRO allaient être mis en place à destination des banques de la zone, afin de remplacer ceux émis en 2016 et qui arrivent à échéance. L'objectif est de soutenir la distribution de crédits à l'économie.

2. STRATÉGIE

Quels scénarios pour les marchés financiers en 2019 ?

Scénario pessimiste

- Intensification des tensions commerciales sino-américaines avec un durcissement de ton de la part des deux camps, accélérant donc potentiellement un ralentissement économique déjà amorcé, avec en ligne de mire une fin de cycle pour les deux premières puissances mondiales
- Remontée des risques en zone euro, avec notamment une montée du populisme lors des élections européennes et un gouvernement italien qui ravive les tensions, avec les commissaires européens, faisant craindre une sortie de l'Italie de la zone euro
- Ces faits entraînent la paralysie des banques centrales et plus particulièrement de la Banque centrale européenne qui laisse ses taux directeurs inchangés sur l'année 2019.

Scénario optimiste

- Dénouement de la guerre commerciale sino-américaine, avec la mise en place d'un accord permettant notamment de conserver une croissance relativement bonne
- Au niveau européen, la montée du populisme reste modérée aux élections européennes, poussant notamment l'Italie à assouplir ses positions sur son budget et sa dette, et les négociations concernant le Brexit sont repoussées
- Ces événements apportent un soutien à l'économie, ce qui permet à la Banque centrale européenne de remonter ses taux directeurs au moins une fois sur l'année 2019.

3. TECHNIQUE

Qu'est-ce qu'un « bond repack » ?

Les Carpa sont sollicitées par de nombreux courtiers sur des produits structurés avec des maturités relativement longues dont la garantie en capital est valable uniquement à l'échéance, intitulés « bond repack ».

Une **obligation repack** ou « recomposée » est un titre de créance structuré sur une obligation en cours de vie auquel s'ajoute une option : taux variables, indexations à divers marchés, période de taux fixe, puis taux variable...

Cette option permet notamment de booster le rendement du produit.

Ce titre de créance est émis par une banque ou une société spécialisée dans les services financiers, à 100 % de son nominal –quel que soit le prix de l'obligation sous-jacente sur le marché secondaire– avec un remboursement à échéance également à 100 %.

Ce mécanisme permet alors de faciliter le suivi comptable du produit (achat à 100 % –remboursement à 100 %, hors événements sur le sous-jacent–), tout en profitant du rendement de l'obligation de référence.

De plus, cela permet à l'investisseur d'accéder à une obligation en cours de vie sans avoir recourt au marché secondaire.

*Source des informations financières :
Forward Finance Paris*

